

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 30 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **30 mai à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MARGERIE-HANCOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 24 mai 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER (à partir de 18h30), DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. DELCOMBEL, Mme FELICETTI, M. LANTERNAT, Mmes ROYER (suppléante de M. COLLOT), ARMANETTI, MM. MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENTY, M. MOULIN, Mme GEOFFROY, M. GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET (jusqu'à 20h15), PASSINHAS, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, MM. BEAUJOIN, CARDOSO, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. DUCHÊNE (à partir de 18h35), EL GHALLOUSSI (à partir de 18h20).

**Absents excusés** : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, MATHIEU, DESCHAMPS, MM. MALOU, CASTAGNA, NOBLET, COQUIN, BONETTI, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme JACQUEMOT, M. HMISSI, Mme BERTIN, M. ERRE.

**Absents** : MM. NICOLEAUD, TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

11 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ M. MATHIEU, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à Mme FELICETTI,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. NOBLET, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. COQUIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BURCKEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Romain DESANLIS.

**EAU-ASSAINISSEMENT**

**DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE EN VUE DE  
LA PROTECTION DU CAPTAGE D'EAU POTABLE SITUÉ  
SUR LA COMMUNE DE COURDEMANGES  
(INDICE DE CLASSEMENT BSS000RWTX)**

Rapporteur : Monsieur Olivier DELCOMBEL

Afin de se conformer aux obligations réglementaires, la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER a engagé la mise en place des périmètres de protection du captage d'eau de COURDEMANGES.

D'après la législation en vigueur, les périmètres de protection proposés par l'hydrogéologue officiel n'ont de valeur légale que s'ils ont fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique, car seule celle-ci permet aux servitudes d'être opposables aux tiers. Elle est de plus indispensable pour les éventuels travaux et acquisitions nécessaires à la mise en place de la protection.

Aujourd'hui, il est demandé d'examiner les périmètres de protection et prendre les engagements indispensables en vue de leur déclaration d'utilité publique concernant le captage situé sur le territoire de la commune de COURDEMANGES (indice de classement BSS000RWTX).

A cet effet, les périmètres de protection de ce captage proposés par l'hydrogéologue ainsi que les prescriptions qu'il suscite sont annexés à la présente délibération.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 21 mai 2024,

Il vous est demandé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ adopter la définition des périmètres proposés par l'hydrogéologue agréé pour le captage situé sur la commune de COURDEMANGES ;

2°/ demander l'ouverture de l'enquête pour les périmètres relatifs au captage de COURDEMANGES en vue de leur déclaration publique ;

3°/ solliciter l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour la réalisation de cette seconde phase de la procédure de DUP pour le captage de COURDEMANGES ;

4°/ prendre l'engagement d'indemniser tous les propriétaires des parcelles frappées de servitudes, de tous les dommages directs, matériels et certains qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition desdites servitudes ;

5°/ prendre l'engagement le cas échéant, d'acheter les terrains situés dans le périmètre immédiat et faire réaliser les travaux prescrits à la charge de la Communauté de Communes ;

6°/ supporter toutes les dépenses afférentes incombant à la Communauté de communes ;  
Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER : Séance du Conseil de Communauté du 30 mai 2024

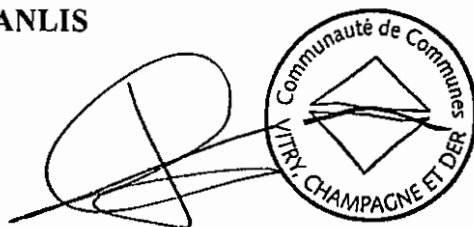
7°/ s'engager à rembourser, sur mémoires, les frais d'intervention du géomètre du cadastre, du commissaire-enquêteur, du conservateur des hypothèques ;

8°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer toute pièce afférente à cette affaire ;

9°/ dire que les montants attachés, tant en dépenses qu'en recettes, seront inscrits au budget annexe de l'eau potable.

La délibération est adoptée  
**à l'unanimité** des membres  
du Conseil de Communauté.

**Le secrétaire de séance,  
Romain DESANLIS**



**POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 JUIN 2024  
et de la publication le 11 JUIN 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

## **PRESCRIPTIONS DES SERVITUDES DU CAPTAGE DE LA COMMUNE DE COURDEMANGES**

Les périmètres de protection du captage d'alimentation d'eau potable sont basés sur les débits suivants : 70 m<sup>3</sup>/jour, soit 22 000 m<sup>3</sup>/an.  
Indice de classement : BSS000RWTX.

### **I- PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE :**

Les parcelles composant ce périmètre sont la propriété de la commune de Courdemanges qui les met à la disposition de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der par le transfert de la compétence Eau potable.

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les eaux superficielles ne stagnent sur les emprises protégées, soit en les empêchant de pénétrer sur cette emprise, soit en facilitant leur transit et leur évacuation.

Le périmètre devra être clôturé pour en interdire l'accès à toute personne étrangère au Service des Eaux et éviter la pénétration du gibier. Ce périmètre devra être débroussaillé et régulièrement entretenu mécaniquement.

Les installations et/ou activités nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du captage, susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau au captage devront faire l'objet d'une évaluation d'incidence préalable à leur mise en œuvre.

Sont interdits dans ce périmètre :

- Tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau ;
- L'usage de produits phytosanitaires ;
- L'implantation d'antenne de télétransmission.

### **II- REGLEMENTATION DES ACTIVITES DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE :**

Afin d'encadrer les activités polluantes, plusieurs régimes sont prévus.

Dans le périmètre de protection rapprochée, les activités sont :

- soit interdites,
- ou soumises à réglementation spécifique,
- ou soumises à la réglementation générale.

S'agissant du périmètre de protection éloignée, les activités sont :

- soumises à réglementation spécifique,
- ou soumises à la réglementation générale.

Sans pouvoir être pleinement exhaustif ; voici les principales activités polluantes à encadrer pour limiter les risques de pollution.

## 1- Travaux souterrains

### ▪ Forages, puits, ouvrages géothermiques

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : de nouveaux ouvrages sont interdits (sauf les ouvrages d'alimentation en eau potable), pour ne pas risquer d'interférence avec le captage AEP.

S'agissant des ouvrages existants, ils doivent être protégés et conformes à la réglementation en vigueur (**Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains**), notamment l'article 8 s'agissant des dispositifs de protection et de sécurisation de ces ouvrages (margelle, hauteur des têtes d'ouvrage, etc.).

*Dans le cas général :*

- Les ouvrages doivent être équipés d'une margelle bétonnée de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête d'ouvrage présentant une pente vers l'extérieur, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.
- La tête d'ouvrage s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel,
- Les ouvrages doivent être fermés par un capot étanche muni d'un cadenas ou par un bâtiment fermé à clé permettant d'éliminer le risque d'introduction directe de produits polluants dans la nappe.

S'agissant des ouvrages non déclarés ou présentant des risques nécessitant d'être rebouchés pour protéger la qualité des eaux souterraines, la section 3 de l'arrêté ministériel ci-dessus précise les modalités administratives et techniques pour régulariser et sécuriser les interventions sur ce type d'ouvrage. En cas d'incident susceptible de constituer un risque de pollution des eaux souterraines, une déclaration sans délai est adressée au Préfet et à l'ARS.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : les nouveaux ouvrages devront respecter la réglementation relevant de la police de l'eau, avec une attention particulière au respect de l'arrêté ministériel rappelé ci-avant.

Les éventuels ouvrages inutilisés devront être bouchés et comblés conformément à la réglementation rappelée ci-avant.

### ▪ Sondages de reconnaissance

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : interdits (sauf pour l'alimentation en eau potable).

**Dans le périmètre de protection éloignée** : les ouvrages existants devront être protégés et conformes à la réglementation en vigueur. Cf. prescriptions ci-avant.

### ▪ Ouverture et exploitation de carrières affectant la nappe

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : interdites.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : autorisées hors nappe d'eau souterraine. Elles devront, en plus de la réglementation générale, être équipées de forages de contrôle de la qualité de la nappe en aval hydraulique immédiat.

### ▪ Ouverture d'excavation de plus de 2 m de profondeur

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : interdite.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : conforme à la réglementation générale.

### ▪ Remblayage d'excavation de plus de 2 m de profondeur

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : sera réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes pour les excavations et carrières existantes et pour les excavations autres que carrières à ciel ouvert. Lors du comblement de ces tranchées, la partie supérieure recevra sur 0,50 m des matériaux de faible perméabilité (limon ou argile).

**Dans le périmètre de protection éloignée** : conforme à la réglementation générale.

▪ **Réalisation de mares, étangs**

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : interdite.

L'entretien des berges des cours d'eau, des plans d'eau et des fossés existants avec des produits herbicides est interdit.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé. Autorisée sous réserve qu'une étude spécifique montre l'absence d'effet tant quantitatif que qualitatif sur la ressource à protéger.

## **2- Stockages et dépôts**

▪ **Dépôts de produits chimiques, de déchets solides**

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : construction ou extension interdite.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : seront réalisés sur des aires étanches, à l'abri des précipitations. Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent. Un ou plusieurs piézomètres seront implantés en aval du dépôt et dans lesquels les eaux souterraines seront prélevées et analysées régulièrement.

▪ **Stockages d'hydrocarbures, de liquides inflammables, de produits chimiques et d'effluents industriels**

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : interdits.

Pour le bâti existant, les cuves à fuel doivent répondre à la réglementation en vigueur.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : autorisés avec mise en place d'un réseau de surveillance, constitué de forages implantés à l'amont et à l'aval hydraulique d'une installation classée et dans lesquels les eaux souterraines sont prélevées et analysées régulièrement. Réalisés sur aires étanches à l'abri des précipitations.

Dans les autres cas, respect de la réglementation en vigueur.

▪ **Stockages de produits destinés aux cultures**

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : installations nouvelles ou extensions interdites.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : conformes à la réglementation générale.

▪ **Station d'épuration, lagunage, poste de relèvement, bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains**

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : interdits.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : autorisés avec mise en place d'un réseau de surveillance, constitué de forages implantés en amont et en aval hydraulique de l'installation et dans lesquels les eaux souterraines sont prélevées et analysées régulièrement.

## **3- Canalisations**

▪ **Conduites de transport d'hydrocarbures, de produits chimiques ou d'eaux usées d'origine industrielle**

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : interdites.

**Dans le périmètre de protection éloignée** : Etanchéité renforcée ; contrôle d'étanchéité quinquennal. Un dispositif de détection de fuite et des vannes d'isolement seront placés aux extrémités du tronçon de canalisation traversant les périmètres de protection.

▪ **Conduites de transport d'eaux usées d'origine domestique**

**Dans le périmètre de protection rapprochée** : Etanchéité renforcée ; contrôle d'étanchéité quinquennal.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

#### **4- Rejets**

▪ **Rejets d'eaux usées industrielles brutes ou traitées**

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

▪ **Rejets d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans les eaux souterraines par infiltration ou réinjections**

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits (sauf eaux de toitures où la gestion peut se faire à la parcelle).

Dans le périmètre de protection éloignée : Conformes à la réglementation générale

▪ **Rejets d'eaux usées d'installation autonome**

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : soumis à autorisation. Le service compétent précisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle. Stricte conformité à la réglementation, avec contrôle régulier.

▪ **Bassins d'infiltration et puits filtrants d'eaux usées ou pluviales collectifs**

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : les eaux de bassins d'infiltration seront préalablement traitées avant rejet. Les bassins seront équipés en aval d'un forage de contrôle de la qualité de la nappe ou d'un puits de sécurité en cas de déversement accidentel.

#### **5- Constructions – Bâtiments - Routes**

▪ **Habitations raccordées à un assainissement collectif**

Dans le périmètre de protection rapprochée : Contrôle technique du projet et de la conformité de la réalisation. Nouvelles constructions interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

▪ **Habitations avec assainissement autonome**

Dans le périmètre de protection rapprochée : Contrôle technique du projet et de la conformité de la réalisation. Nouvelles constructions interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

▪ **Camping, caravanning et annexes, sports nautiques motorisés, cimetières, activités artisanales et industrielles**

Dans le périmètre de protection rapprochée : installation nouvelle ou extension interdite.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale.

▪ **Bâtiments agricoles**

Dans le périmètre de protection rapprochée : nouvelles constructions ou extensions interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée :

a) **Hangar pour matériel et produits**

Autorisé avec respect des articles relatifs au stockage des produits repris dans la rubrique 2 stockages et dépôts.

**b) Local couvert pour stockage de produits agricoles (légumes, céréales...) sans dépôt de déchets aux abords**

Autorisé.

**c) Bâtiments d'élevage**

Respect de la réglementation générale.

▪ **Silos produisant des jus de fermentation**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** interdits.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** autorisés sous réserve d'étanchéité de la plate-forme et récupération des jus.

▪ **Création ou modification de route, d'aires de stationnement et d'entretien**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** travaux de création, d'entretien et de rénovation réalisés avec des matériaux inertes. Les fossés d'assainissement doivent être enherbés et entretenus régulièrement (curage). Le désherbage chimique des chemins et des accotements est interdit. Les fossés d'assainissement routier doivent être imperméabilisés et « profilés » pour faciliter l'écoulement de l'eau hors du périmètre rapproché sans stagnation-décantation.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** travaux de création, d'entretien et de rénovation réalisés avec des matériaux inertes. Les fossés d'assainissement doivent être enherbés et entretenus régulièrement (curage).

▪ **Autres constructions**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** interdites pour tout nouveau projet.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale.

<b>6- Activités agricoles</b>
-------------------------------

▪ **Drainage agricole, maraîchage, serres et pépinières**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** interdits.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale (interdit en zone humide sauf dérogation spécifique prévue au Programme d'Actions Régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates).

▪ **Cultures**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** maintien, préservation des prairies permanentes.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale

▪ **Epandage de produits fertilisants :**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** Fumiers\*, lisiers et produits organiques d'origine fécale (boues de station d'épuration, fientes, composts, digestats de méthaniseurs) interdits.

\*Seul le fumier compact pailleux non susceptible d'écoulement (au sens du Programme d'Action National de la directive nitrates) stabilisé pendant au moins 3 mois au champ ou sur une fumière étanche, le compost vert et les composts normés sont autorisés. Le stockage au champ des fumiers et amendement organiques est interdit dans le périmètre de protection rapprochée.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conforme à la réglementation générale

▪ **Utilisation de produits phytosanitaires**

**Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :**



Le remplissage de cuves et les vidanges de fond de cuves ainsi que le rinçage des pulvérisateurs seront effectués hors des périmètres de protection. Les « fonds de cuves » seront éliminés, dans le respect de la réglementation.

▪ **Abreuvoirs et abris**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** les abreuvoirs et abris d'animaux seront installés à plus de 200 m des ouvrages de captage.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale

▪ **Pacage des animaux et installations mobiles de traite :**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** Pacage autorisé, mais sans apport d'alimentation complémentaire. Les aires de promenade destinées aux animaux et les installations mobiles de traite sont interdites.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale

▪ **Prairies permanentes**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** les prairies permanentes existantes à la date de l'arrêté (hors celles mises en place dans le cadre de cultures alternées) ne seront pas retournées (sauf dérogation au titre de la destruction d'espèces invasives si nécessaire).

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale.  
Pour mémoire, il est interdit de retourner les surfaces en herbe depuis plus de cinq ans situées en zones humides, en zones inondables et de même que sur une largeur de 10 mètres de part et d'autre des berges de cours d'eau.

<b>7- Activités forestières et cynégétiques</b>
---

▪ **Défrichement et déboisement :**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** interdits.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale

▪ **Coupe à blanc et coupe d'ensemencement :**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** coupe à blanc interdite, coupe d'ensemencement autorisée sous condition de débardage en période sèche. En cas de formation d'ornières, celles-ci devront être refermées à chaque fin de journée.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale.

▪ **Aires de débardage, traitement et de conservation du bois**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :**

- Aires de débardage : interdit à moins de 200 mètres du captage. Le stockage ne devra pas dépasser 24 mois. Les engins utilisés seront régulièrement entretenus pour ne pas induire de pollution. Les stockages de carburants nécessaires aux engins et les vidanges sont interdits.
- Aire de traitement et de conservation du bois: interdit
- Brûlage des rémanents : interdit

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conformes à la réglementation générale.

▪ **Affouragement ou agrainage du gibier, chasse**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** interdit à moins de 200 m du captage.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conforme à la réglementation générale.

## 8 - Autres activités humaines

### ▪ Talus et haies :

Dans le périmètre de protection rapprochée : suppression interdite.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale

### ▪ Traitement aéroporté des cultures, vignes et bois :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdit.

Dans le périmètre de protection éloignée : conforme à la réglementation générale

### ▪ Utilisation d'explosif :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdite.

Dans le périmètre de protection éloignée : conforme à la réglementation générale

### ▪ Terrain de sport, golf, tennis et autres sports :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdits.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale

### ▪ Sports mécaniques :

Dans le périmètre de protection rapprochée : courses et manifestations de quads, motos, 4X4 et autres engins à moteur thermiques interdites.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale

### ▪ Golf sur terrain naturel :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdit.

Dans le périmètre de protection éloignée : conforme à la réglementation générale

### ▪ Manifestations diverses (braderies, concerts, etc ...) :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdites, sauf en secteur urbanisé équipé de WC et sanitaires publics.

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale

### ▪ Centrales solaires photovoltaïques :

Dans les périmètres de protection rapprochée : Interdites

Dans le périmètre de protection éloignée : conformes à la réglementation générale

### ▪ Exploitation du gaz de schiste :

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdite.

Dans le périmètre de protection éloignée : conforme à la réglementation générale

### ▪ Installation d'éoliennes

Dans le périmètre de protection rapprochée : interdite.

Dans le périmètre de protection éloignée : soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé.

### **III- TRAVAUX ET ACTIONS**

#### **Station de pompage – réservoir**

⌘ *Renouvellement des pièces métalliques dans la station de pompage – réservoir car elles sont très oxydées probablement à cause du chlore, avant dysfonctionnement pour éviter toute rupture du service d'eau.*

⌘ *Assurer le verrouillage de l'accès aux puits, car le capot de fermeture du puits n'est pas verrouillé.*

#### **Dans le périmètre de protection immédiate :**

⌘ *Le périmètre de protection immédiate doit être propriété de la commune et entouré par une clôture de 2 mètres de hauteur munie d'un portail fermant à clé ;*

⌘ *Une plaque signalétique indiquant le numéro BSS de la ressource en eau est mise en place sur l'ouvrage de captage ;*

⌘ *Un passage par caméra vidéo sera réalisé afin d'établir le constat de l'état de l'ouvrage. Ce diagnostic sera ensuite réalisé tous les 10 ans ;*

⌘ *La fermeture du portail d'entrée devra être réparée ;*

⌘ *La gestion de la clé du portail et de l'accès au GPS situé en haut de la tour devra être sécurisée. Cet accès devra être formellement autorisé à une personne clairement identifiée par la collectivité ;*

⌘ *L'accès au périmètre immédiat, au forage et au réservoir pourrait être délicat pour un véhicule de dépannage-intervention. Une réflexion devra être menée par la collectivité (avec l'exploitant) pour s'assurer qu'il n'existe pas de difficulté particulière pour l'entretien et le dépannage, y compris pour le puits.*

#### **Dans le périmètre de protection rapprochée :**

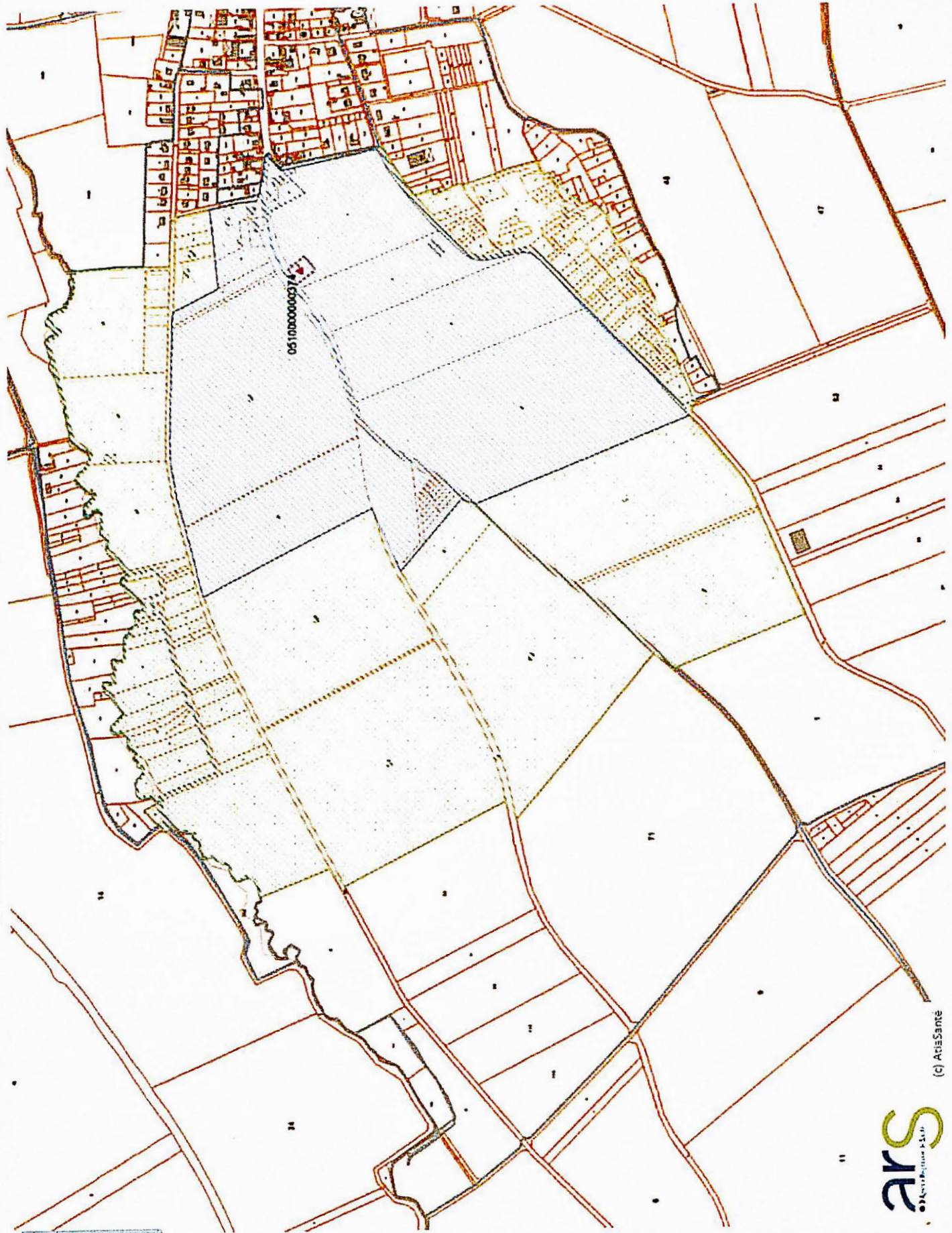
⌘ *Fermeture définitive (clôture et panneau d'information) de l'ancienne décharge située en amont du captage.*

*Sera toléré le comblement de l'ancienne carrière-décharge, mais celui-ci devra être effectué avec des matériaux inertes. Il peut être accepté que ce comblement soit fait avec des matériaux de travaux publics (pas de végétaux) à la condition que ces matériaux soient inertes et fassent l'objet d'un contrôle préalable avant mise en dépôt sur le site.*

*Pour cela, le propriétaire (association foncière) devra mettre en place une gestion efficace comprenant à minima l'identification du fournisseur et la mise en dépôt transitoire sur un site contrôlé par le propriétaire. Cela signifie que ces matériaux seront repris et triés si nécessaire sous la responsabilité du propriétaire avant d'être déposés dans les fosses de l'ancienne carrière. La partie supérieure recevra 0,50 m minimum de matériaux de faible perméabilité (limon ou argile). Une fois les fosses comblées, le site devra être définitivement fermé.*

Le Président de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der et le Maire de la commune de Courdemanges veilleront à l'application des prescriptions énoncées. En outre peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait être soumis pour avis au service chargé de la police de l'eau, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la quantité et à la qualité de l'eau.

Périmètres de protection du captage public d'alimentation d'eau potable de la commune de Courdemanges



Périmètre de protection éloignée

Périmètre de protection rapprochée

Périmètre de protection immédiate

(c) Atis Santé

ars  
Agence Régionale de Santé